

UCAC

Université Catholique
d'Afrique Centrale

LA VOIX de l'UCAC

« *in servitio veritatis et justitiae* »

N° 3 - Juillet 2020



COVID-19

Que dire enfin ?





Dr Etienne Kimessoukié Omolomo
Directeur adjoint ESS-UCAC

SOMMAIRE

REGARDS

- Une opportunité à saisir en Afrique P. 4
- Distance....Où est la confiance ? P. 6
- Relation citoyen et hôpital... P.8
- L'Occident vu par l'Afrique..... P.10
- What is really (medically) at stake for Africa ? P. 12
- Repenser l'altérité à l'ère de Covid-19.... P.14
- Les langues au prisme de la Covid-19 P. 17
- Coping with Covid-19 at UCAC P. 19
- De la claudicance à la confiance P.20

VIE DES CAMPUS

- Minute Covid à l'UCAC P. 22

Certitudes humaines, modèles sanitaires, sociaux, économiques et éducatifs à l'épreuve de la Covid-19

La Covid-19 est une maladie respiratoire aigüe émergente causée par un coronavirus. Elle est apparue en Chine en décembre 2019 et s'est très rapidement propagée dans le monde entier. Selon l'Organisation mondiale de la santé et le Center of Control Disease des États-Unis d'Amérique, environ huit mois après son apparition, plus de 10 millions de personnes ont déjà été diagnostiquées positives à ce virus ; 50% de ces personnes ont été déclarées guéries et environ 5% de décès sont enregistrés. Ces organisations affirment que plus de 80% de personnes contaminées par la Covid-19 ne présenteront, soit aucun symptôme, soit alors des symptômes légers qui ne nécessiteront pas une hospitalisation. La Covid-19 se transmet principalement d'une personne à une autre, soit par inhalation directe des gouttelettes respiratoires expulsées par une personne infectée lorsqu'elle parle, tousse ou éternue ; soit indirectement par la main ou un objet souillé par le virus et porté vers la bouche ou le nez.

Face à la transmission très rapide de cette maladie à travers le monde et sa mortalité élevée, des mesures de riposte et/ou d'autoconservation ont été prises par les États pour préserver la santé de leur population, maintenir la stabilité et la continuité sociale, ainsi que les équilibres économiques. Au 1er rang de ces réponses, il y a les mesures barrières : port d'un masque réglementaire et distanciation physique d'au moins un mètre pour réduire la projection dans l'air ou l'inhalation des gouttelettes respiratoires contaminées ; lavage fréquent des mains pour réduire le risque de transmission indirecte ; limitation parfois drastique des déplacements des populations et interdictions des rassemblements, pour éviter une plus grande diffusion ou circulation du virus, etc.

Ces mécanismes de défense sanitaire et d'autoconservation sociale sont source de désorganisation et récession des économies. Pouvait-il en être autrement, tant est qu'aucune société, quelle que soit la stratégie de riposte adoptée, n'est épargnée de la puissance dévastatrice, désorganisatrice de cet infiniment petit ? Ce coronavirus qui entraîne l'humanité dans un paradigme de l'incertitude a dévoilé les limites de nos modèles sanitaires, sociaux, éducatifs, économiques, etc. à être proactif et réactif en cas de crise majeure.

L'évolution de cette pandémie suscite un questionnement pour lequel les réponses sont encore imprécises. Ce questionnement, symptomatique de l'incertitude et de l'angoisse qui nous anime, traduit le désir des uns et des autres d'un retour à la quiétude, à un sentiment de contrôle ou d'une certaine maîtrise de l'avenir. Peut-on après avoir été déclaré guéri, se réinfecter de nouveau ? La Covid-19 est-elle une maladie immunisante ? Si oui, cette immunité est-elle durable ? La résurgence de foyers de contamination dans des zones où la maladie était déjà sous contrôle signifierait-elle que si l'immunité existe, elle est de courte durée, ou encore est-ce que la maladie serait saisonnière ? Les résultats de l'étude montréalaise rapportés par Mathieu Perreault le 10 juin 2020 dans le Journal la Presse du Québec semblent insuffisants pour répondre à ces questions. Selon cette étude, deux semaines après l'infection, 60% des personnes contaminées ont développé des anticorps capables de neutraliser le virus ; mais six semaines après l'infection, ceux-ci deviennent moins efficaces pour le neutraliser. La Covid-19 va-t-elle disparaître ou devrions-nous apprendre à « vivre avec » ? Comment serait alors la vie avec la Covid-19 ?

Plusieurs auteurs d'articles en sciences sociales sur la Covid-19, vu le choc tectonique ou pansystémique qu'elle a engendré, formulent l'hypothèse de la transition vers un nouvel ordre mondial ? Au-delà des larmes et des douleurs causées par la Covid-19, ils suggèrent de la considérer comme une opportunité pour se renouveler. Cette hypothèse ne fait-elle pas sens dans la mesure où les crises majeures s'accompagnent habituellement de transformation ou réorganisation géopolitique,

sociale et/ou économique ? Ce nouvel ordre serait-il à accueillir ou à co-construire ? Les nouveaux modèles sanitaires, sociaux, éducatifs et économiques sont-ils à accueillir ou à co-construire ? Quel rôle pourrait jouer l'UCAC dans cette transformation à venir ? Ce sont là des questions qui mettent la coresponsabilité des individus et des organisations au centre du devenir de nos sociétés.

Quelle que soit l'évolution de cette pandémie, le vécu expérientiel de l'incertitude auquel chacun est confronté semble une invitation pour nos sociétés à se transformer en co-construisant des modèles résilients fondés sur des valeurs d'ouverture à l'incertitude, d'autonomie, d'interdépendance, de détachement, de flexibilité, d'adaptabilité rapide au changement, de solidarité, de diversité, d'alternativité, d'audace créatrice, d'innovation et de confiance en l'humain et en Dieu. L'expérience vécue de transformation des dispositifs pédagogiques présents, en dispositifs hybrides ou de Blended learning ; une plus grande ouverture et considération de la biomédecine pour les médecines alternatives, à l'exemple de l'acceptation et/ou de l'encadrement proposé pour les remèdes trouvés par Mgr Kleida Samuel (Elixir Covid) ou celui de l'Institut de Recherche en Plantes Médicinales de Madagascar (Covid Organic) ; une plus grande ouverture à l'autre, une autonomie dans la fabrication des produits essentiels pour la santé et la vie, ainsi que la promotion de l'autosuffisance alimentaire ; la décentralisation des réponses ou de l'offre des services sociaux à travers les collectivités ou les Organisations de la société civile, ne seraient-ils pas des pistes à explorer pour la co-construction de ces modèles résilients ?





Pr. Jean Paul BETENGNÉ

Directeur du Département de Droit Canonique

Crise de la Covid-19 : une opportunité à saisir pour le développement de l'Afrique

Parmi les nombreuses définitions que les dictionnaires de la langue française donne du mot crise, une m'a paru opportune pour introduire mon propos, à savoir que la crise est une période décisive ou périlleuse de l'existence. Bien qu'entraînant une situation difficile qui expose à divers risques ceux qui la subisse, la crise donne l'opportunité d'agrandir le potentiel inventif. Nous n'oublions pas, en effet, que le mot crise tient de son origine grecque, *krinein*, le sens de séparer, discerner, décider. En créant un choc, la crise provoque une rupture entre les manières de faire d'hier et celles, nouvelles ou renouvelées, qu'il faut promouvoir

pour continuer à être demain.

Ainsi, la crise sanitaire que nous traversons actuellement nous oblige à réfléchir et discerner en vue d'opérer de nouveaux choix vitaux. De ce point de vue, elle peut aussi être perçue comme une opportunité à saisir pour le développement des pays africains dans tous les secteurs d'activités. Elle offre aux pays africains qui en tireraient les leçons, de rompre avec des pratiques de développement qui ne développent pas, ou tout au moins qui ne permettent pas aux populations de se réaliser pleinement.

La crise de la Covid-19 confirme qu'on ne peut compter sur l'extérieur pour se développer

De mémoire d'homme, aucun pays ne s'est jamais développé en comptant essentiellement sur les appuis extérieurs, car bien souvent, ces appuis répondent aux besoins de développement de ceux qui les fournissent et non de ceux qui les reçoivent. De fait, les relations entre Pays se basent moins sur l'amitié et la charité que sur les intérêts propres que chaque pays essaie de protéger au mieux. Le spectacle de foire d'empoigne auquel se sont livrées les grandes puissances de ce monde pour acquérir des masques de protections contre la pandémie de la Covid-19, sans parfois hésiter à s'appro-

prier de manière irrégulière des commandes passées par d'autres, montre à suffisance que la préservation des intérêts nationaux constitue une priorité absolue.

Devant la difficulté de se fournir suffisamment en matériel de protection sur le marché international, certaines industries des pays dits développés, ont rapidement réorientés leurs activités dans la production locale desdits matériels. C'est là une première leçon à tirer par les pays africains dont les structures de productions sont bien souvent orientées à la satisfaction des besoins extérieurs. Le vrai développement doit viser en premier

la production de biens et services utiles à notre développement, ou tout au moins susceptibles de permettre la satisfaction des besoins locaux en adéquation avec notre vision du monde.

Nous pouvons constater que devant la pandémie de la Covid-19, c'est le chacun pour soi qui a prévalu. Et une fois encore, les pays africains ont manqué de réactivité alors que des solutions endogènes auraient pu être mobilisées. Les Etats africains se sont tous engouffrés dans une proposition de solution développée ailleurs, en dédaignant les chercheurs locaux.

C'est avec désolation que l'on a vu les plus hauts responsables d'un Ministère chargé de la recherche scientifique, s'extasier devant une machine à fabriquer de la chloroquine tout droit sortie du musée des antiquités allemandes, en prétendant disposer de la solution choc contre la pandémie, en comptant sur un don de la Chine pour disposer des intrants nécessaires à la fabrication de ce produit.

On aurait pourtant souhaité voir cette même instance chargée de promouvoir la recherche scientifique nationale se tenir immédiatement aux côtés des nombreux citoyens qui, sans attendre une quelconque autorisation de l'extérieur, se sont lancés – et ont même peut-être trouvé – des antidotes au mal pandémique qui menace la survie des populations. Encore que, nous en sommes convaincu, ceux qui viennent d'ailleurs sont plus attentifs que nous-même aux recherches de nos tradi-praticiens. Parions que dans les mois à venir, des touristes européens et américains vont essayer nos villages et forêts à la recherche de telles herbes ou telles écorces. Serons-nous alors étonnés qu'ensuite, l'on nous dise que dans tel médicament contre la Covid-19, commercialisé par tel grand laboratoire pharmaceutique, contient tel élément actif qu'on peut trouver à l'état naturel dans telle plante poussant en Afrique ?

La pandémie de la Covid-19 a rappelé le potentiel de l'Afrique pour le développement

Le domaine agricole a révélé son importance pendant la crise de la Covid-19. Confinement ou non, il a fallu continuer à se nourrir, et à bien se nourrir. Mieux, les africains ont redécouvert les bienfaits de la vie proche de la nature, car il est de plus en plus reconnu que l'hécatombe morbide annoncée pour l'Afrique ne s'est pas produite en raison, entre autre, du statut immunitaire des populations africaine, état immunitaire silencieusement construit par la nature essentiellement bio des aliments consommés sur le vieux continent.

Justement, ces dernières semaines à Yaoundé, la tomate est à profusion dans tous les marchés, carrefours et mêmes à l'intérieur des quartiers, à des prix qui rappelle le souvenir des années 70-90 où une ménagère pouvait faire les courses quotidienne d'une maisonnée avec 1500 Fcfa. On ne saurait le dire autrement, la tomate est actuel-

lement bradée à des prix oscillant entre le tiers et le quart des prix habituellement pratiqués. L'explication de cette abondance n'est pas seulement à rechercher dans le moment qui correspond à la saison de production, mais davantage dans la fermeture des frontières entre le Cameroun et ses voisins que sont le Gabon, la Guinée Équatoriale et le Nigeria qui, en période ordinaire, absorbent l'essentiel de la production camerounaise de cette dentée alimentaire.

L'abondance de la tomate et d'autres produits agricoles qu'on observe ces jours montre la capacité, encore bien extensible, des agriculteurs du pays à assurer une production agricole de qualité biologique – avec une moindre utilisation de produit chimique, et en quantité importante. Comment se fait-il donc que des populations locales ne disposent pas suffisamment à manger ? Est-ce parce que la production agricole locale est vendue ailleurs ? On serait tenté de répondre positivement à cette dernière question en restant sur l'image de la tomate actuellement disponible en grande quantité sur les marchés du pays. Mais en réalité, la problématique est ailleurs. Elle pose la question des politiques publiques. De toutes les façons, on ne saurait exiger d'un producteur qu'il vende localement à bas prix alors qu'il dispose d'un marché voisin qui lui rapporterait plus de revenus.

Cette image de la tomate actuellement bon marché suscite une autre réflexion, celle du gaspillage de nos produits agricoles. Le revers de la production bio est que les produits, une fois récoltés, ont généralement une durée de conservation naturelle courte. C'est la raison pour laquelle les producteurs de tomates se sentent obligés de brader leur production au risque de se retrouver avec beaucoup d'avaries. Une industrie de transformation de la production agricole devrait donc prendre le relais pour renforcer la production agricole. Finalement, la vraie question aujourd'hui est donc celle des stratégies de développement de nos sociétés. Il s'agirait de mettre en syntonie la disponibilité de la main d'œuvre, la richesse de la terre, la promotion d'une industrie essentiellement basée sur les matières premières locales, et la garantie d'un marché local attractif. Ce dernier ne peut exister si les populations manquent de revenus, revenus que procureraient le travail de la terre et l'industrie.



Pr Paule Christiane BILÉ

Sociologue

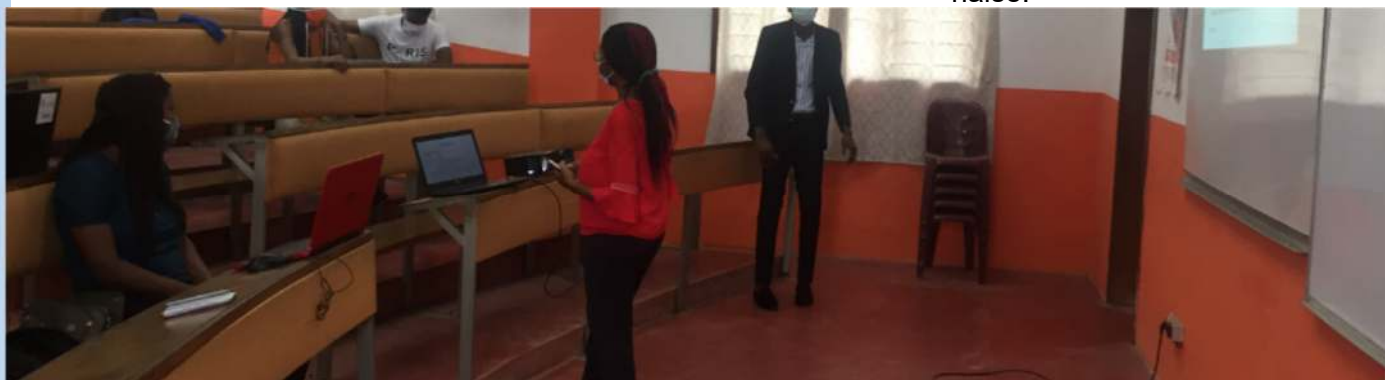
Distance, méfiance, défiance. Où est la confiance ?

En mars 2020, la CoViD19 a été déclarée pandémie par l'OMS. À la suite de cette déclaration, plusieurs pays, dont le Cameroun, ont édicté un certain nombre de mesures destinées à ralentir la propagation du coronavirus, responsable de ladite maladie.

Ces mesures-barrières, comme leur nom l'indique, agissent directement sur les interactions entre les individus, en instaurant entre eux une distance physique certaine : c'est ce qu'ils ont appelé la "distanciation sociale".

Notre réflexion sur l'ensemble

que forment les décisions, leur application, la réaction des populations et la rétroaction des pouvoirs publics, veut mettre l'accent sur un ballet symptomatique d'un manque criard de confiance entre les différentes composantes de la société camerounaise.



1- Distance de sécurité

La distanciation physique, qui limite la distance entre deux individus à un minimum d'un mètre, est souvent posée comme le moyen le plus efficace, le plus simple et le moins coûteux pour freiner la propagation du coronavirus. En plus du lavage systématique des mains et du port du masque (autre sujet à débat), ce procédé d'éloignement social est le plus récurrent et le plus prôné dans les spots publicitaires, mais curieusement, le plus difficile à appliquer.

Comment en effet concevoir qu'on puisse interagir avec les autres, surtout des proches, sans les toucher ? La légendaire chaleur humaine dont sont crédités les Camerounais (et les

Africains en général) allait être mise à rude épreuve...

Une observation et une écoute attentives des comportements et commentaires des populations, dans la seule ville de Yaoundé, montrent à suffisance la difficulté que présente l'application de cette mesure de distanciation au quotidien. La plupart des attitudes et habitudes sont marquées par le contact (visuel et physique), et l'instauration d'un mode de vie où les gens ne doivent pas se toucher met à mal un certain nombre de sociabilités, même les plus ordinaires. Les repas qui clôturent ou meublent les réunions de famille ou d'associations sont réduits au strict minimum, sinon annulés. Les sorties au bar ou en boîte de nuit sont difficiles à penser au vu de la nature même des

activités qu'elles impliquent. Les cérémonies traditionnelles impliquant les familles et communautés entières (mariages coutumiers, funérailles, etc) ainsi que les cérémonies et offices religieux fortement marqués par l'esprit de communion, sont devenues des casse-tête en termes de déroulement.

Les sports collectifs, qui sont essentiellement des sports de contact, sont interdits; le cas particulier du football (notamment le sacro-saint "deux-zéro") à lui seul présente jusqu'à présent une équation compliquée...

Bref, la distance imposée vient imposer de repenser les relations sociales dans ce qu'elles ont de plus simple et de constructif du tissu social.

2- Méfiance

D'un autre côté le caractère nouveau et potentiellement mortifère de la maladie rend tous ceux qui y sont liés (personnes infectées et affectées), même déclarées guéries, suspects aux yeux des autres. Le décompte quotidien des cas d'infection, de maladie, et surtout de décès, n'était pas pour améliorer l'idée que le citoyen lambda se fait de cette maladie.

Ainsi, aux premiers jours des décisions de riposte (notamment la fermeture des établissements scolaires), et ce quoique l'État camerounais n'ait jamais décrété ni confinement (même partiel), ni couvre-feu, certains ont pris la décision de s'isoler dans leurs domiciles et de se couper du monde extérieur. Dans beaucoup de chaumières, il s'est développé un goût excessif de l'hygiène corporelle et domestique, beaucoup étant parfois convaincus que le virus était aéroporté.

D'autres sont devenus hypocondriaques, somatisant simplement leurs peurs et développant de faux symptômes du CoViD19.

Il s'est ensuivi une ruée vers les produits de la pharmacopée traditionnelle, concomitamment avec un refus massif de la seule idée d'un vaccin contre la CoViD19.

3- Défiance

Cette méfiance autour de la maladie et de ceux qui l'entourent de près ou de loin, n'a d'égale que l'attitude tout aux antipodes d'une tranche de la population qui se comporte comme si de rien n'était.

La défiance des populations vis-à-vis des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la CoViD19 se vérifie surtout dans les sphères commerciales, et en particulier dans le secteur des services.

L'État avait dans un premier temps décidé de limiter les horaires d'ouverture des marchés et des lieux de loisirs, qui devaient désormais fermer au plus tard à 16h pour les uns et 18h pour les autres.

Cet aspect de la lutte contre la CoViD19 alimentait régulièrement la rubrique "faits divers" des journaux, tant les cas de contravention aux me-

sures, les uns plus ingénieux que les autres, étaient nombreux.

Entre l'usage de portes dérobées dans les hôtels et autres restaurants, la création de bars dans des domiciles privés, et la mise en place de marchés itinérants clandestins, les populations ne manquaient pas d'idées de génie pour contourner les barrières.

En face, les forces de maintien de l'ordre, chargées de veiller à la bonne application desdites mesures, exerçaient un contrôle à plusieurs facettes, parfois intéressé, souvent objet de marchandage.

Les multiples arrestations, très médiatisées, montraient des individus et groupes d'individus qui se disaient prêts à récidiver, vu que c'était la seule solution.

4- Confiance : à construire

Au bout de quelques semaines d'application des mesures restrictives concernant les secteurs de forte concentration humaine, les autorités ont fait le constat alarmant du déclin à vue d'œil de la qualité de vie et du pouvoir d'achat d'une grande majorité de la population dont les revenus étaient issus des activités du secteur informel, notamment des services. Des calculs rapides et des projections financières ont montré qu'on se dirigeait inéluctablement vers une crise économique qui viendrait empirer une situation déjà rendue précaire par la crise sanitaire due à la CoViD19.

Pour éviter de tomber dans ce marasme qui se profilait à l'horizon, et sans doute lassés de ce bras de fer avec des populations qui représentent tout de même les potentiels électeurs, les autorités camerounaises ont décidé de lever toutes les restrictions liées aux activités économiques, ne gardant que celles pourraient permettre à chacun de se protéger et de protéger les autres.

Le climat de confiance ainsi restauré de manière progressive fait appel à la responsabilité personnelle et collective, avec toutefois le risque bien réel et persistant d'une flambée du nombre de cas et de décès dûs à la CoViD19. Restent les débats sur les inégalités sociales soulignées dans le vécu de distanciation sociale, quand "le songe devient mensonge" (Mustafa Daleb).



Relation citoyen et hôpital au Cameroun : les raisons de la montée de la défiance

Depuis plusieurs années, les relations entre les citoyens et l'hôpital au Cameroun ont souvent été marquées du sceau de la défiance. Seulement, cette défiance semble avoir pris de l'ampleur ces dernières semaines et elle trouve en partie ses fondements dans la situation de crise sanitaire liée à la COVID-19.

Les marqueurs de la défiance des citoyens vis-à-vis de l'hôpital dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Le premier élément observable de la montée de la défiance du citoyen vis-à-vis de l'hôpital, ce sont les agressions des personnels de santé par les populations. Bien que ne datant pas d'aujourd'hui, ces agressions prennent de l'ampleur, passant de plus en plus de la violence verbale à des atteintes physiques des personnels de santé. Les cas de l'hôpital de district de Bonassama et du Centre hospitalier Marie O à Douala, ou encore de l'hôpital régional de Bertoua dans la région de l'Est, sont des illustrations d'une montée de la défiance de la population vis-à-vis de l'hôpital.

La psychose observée auprès d'une partie de la population pour se rendre à l'hôpital même quand on se sait malade, met également en lumière la faible

confiance du citoyen envers les formations sanitaires. Les nombreux messages et vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux ou des échanges avec des citoyens sur le sujet, permettent de mesurer l'ampleur de la crise de confiance entre le citoyen camerounais et l'hôpital. Nous sommes certainement nombreux à avoir connu ce cas de refus catégorique d'un proche malade à qui on demande de se rendre à l'hôpital ; ce dernier craignant d'être diagnostiqué positif à la COVID-19.

Les multiples dénonciations observées au cours des dernières semaines sur des agissements et attitudes des personnels de santé démontrent elles aussi les relations difficiles qui existent aujourd'hui entre les citoyens et l'hôpital. Si on peut émettre des

réserves sur les messages diffusés à ce sujet sur les réseaux sociaux, les dénonciations faites sur le compte twitter du Ministre de la santé, pour des appels à l'aide restés sans réponse ou le paiement de factures pour des soins supposés être gratuits, sont bien elles aussi la preuve de l'existence d'un malaise dans les relations entre les populations et l'hôpital.

Une partie de la population au Cameroun considère ainsi l'hôpital comme un lieu dangereux, préférant se tourner vers les traitements indigènes à efficacité discutable. Mais il y a lieu de s'interroger sur les raisons d'une telle défiance envers une catégorie sociale et professionnelle dont le travail est vanté et reconnu sous d'autres cieux.

Aux origines de la défiance des citoyens envers l'hôpital

Plusieurs raisons peuvent aujourd'hui donner à comprendre (et non justifier) la montée en puissance de la défiance du citoyen envers l'hôpital dans le contexte du Cameroun. La pre-

mière tient à la mercantilisation de plus en plus poussée des soins. En effet, le milieu hospitalier camerounais s'est dénaturé au fil des années apparaissant moins comme un écosystème

d'hospitalité, de solidarité, d'empathie, et davantage comme un espace de prestations de services économiques et financiers. S'il est vrai qu'il s'agit d'une crise de portée globale qui

ne s'observe pas uniquement au Cameroun, les mesures prises jusqu'ici pour atténuer les effets d'une telle situation (dont la mise en place d'une assurance santé universelle) sont encore loin de porter des fruits. Dans ce contexte il est connu au Cameroun que quand on n'a pas d'argent, il est inutile d'aller à l'hôpital. Puisque l'on y pratique désormais le principe du « payez avant d'être pris en charge » pour ne pas dire « d'être servi », principe en vigueur dans le commerce.

A cette marchandisation de plus en plus accrue des soins, il y a lieu d'évoquer la qualité approximative de la prise en charge au sein des formations

sanitaires. Si les structures sanitaires privées, réputées avoir un plateau technique et une meilleure prise en charge, semblent mieux créditées sur ce point, les coûts des prestations qui y sont pratiqués ne sont à la portée que d'une infime partie de la population camerounaise. Pour ce qui est des formations sanitaires publiques, les griefs portent sur la qualité de l'accueil et des soins, ainsi que sur des maux tels que la corruption (surfacturations, détournement des malades, vente illicite de médicaments), qui semble y avoir fait son lit.

La dernière raison qui explique à notre sens la crise de confiance entre les populations et

l'hôpital tient davantage à un contexte global africain, plus que camerounais. Il s'agit de la dénégation de l'existence de certaines pathologies, dont la COVID-19. Pour une partie de la population, confortée dans ce sens par des messages véhiculés à travers différents canaux dont les réseaux sociaux, ces pandémies sont purement et simplement des armes du complot contre l'Afrique, dont la démographie galopante apparaît problématique sur le plan économique selon certaines théories. L'hôpital qui sensibilise sur la prévention et qui œuvre dans le traitement de ces maladies, apparaît alors comme un outil des partisans de ces théories pour parvenir à leurs fins.

De l'urgence d'une réhumanisation de l'hôpital : travailler sur la confiance

Le rétablissement de la confiance entre le citoyen et l'hôpital au Cameroun passe nécessairement par la réhumanisation de l'environnement hospitalier, qui doit assurer sa fonction de prestation de soins dans un cadre apaisé, de solidarité, d'empathie et de confiance. Pour y arriver, l'hôpital et le citoyen ont chacun un rôle à jouer, en toute coresponsabilité. En effet, il ne saurait y avoir d'hôpital sans patient, tout comme les patients se doivent d'accorder à l'hôpital et aux personnels de santé, toute l'estime et le crédit qu'ils méritent.

Les valeurs d'empathie et de bienveillance doivent être cardinales dans le fonctionnement de l'hôpital, non pas pour abolir le paiement des prestations, mais pour ne plus l'ériger au rang de priorité. De la même manière, les patients et leurs familles doivent être conscients de ce que les personnels de santé sont des êtres humains, et donc imparfaits par nature malgré le caractère sensible de leurs interventions. L'acceptation du droit à l'échec ou à l'erreur doivent de ce point de vue caractériser les usagers des formations sanitaires afin que la

tolérance gouverne à nouveau les relations entre le citoyen et l'hôpital.

Bien entendu, ces aspects qualitatifs n'occulent en rien les réformes nécessaires dans le fonctionnement des formations sanitaires et le relèvement impératif du plateau technique des hôpitaux au Cameroun. Mais ces améliorations infrastructurelles et en équipements ne peuvent être porteuses et durables que si elles s'accompagnent du rétablissement de la confiance entre les citoyens et le milieu hospitalier.

NB : la coresponsabilité, l'empathie et la bienveillance, ou encore le droit à l'échec ou à l'erreur, sont trois des sept facteurs constitutifs de la confiance développés à travers modèle de l'Arbre de confiance, par l'Institut français TrustInside (cf N°1 de la voix de l'UCAC).



Louis-Marie Kakdeu, PhD & MPA

L'Occident vu par l'Afrique : vers une relation plus décomplexée suite à la COVID-19 ?

Plusieurs faits nous fondent à croire que la nature de la relation entre l'Afrique et l'Occident évoluera vers une relation décomplexée, beaucoup plus libre et égalitaire suite à la pandémie de la Covid-19. Même s'il ne s'agit que des pistes de recherche pour l'instant, on observe que les Africains (1) ont découvert un Occident plus vulnérable que ce qu'il paraît et qu'ils semblent avoir décidé (2) de déconstruire une fois pour toute une certaine argumentation occidentale de « mauvaise foi » et (3) de briser une certaine illusion qu'ils se faisaient de sa diaspora jadis idéalisée. De quoi est-il question ?

« Tous vulnérables ! »

Le monde contemporain n'était pas habitué à voir l'Occident traversé par une vague de morts massives. Jusqu'ici, c'est en Afrique

que la mort faisait partie du paysage ordinaire. L'Occident ne se représentait l'Afrique que dans une relation de « compassion » (Bachir DIAGNE, 2019). Une épidémie comme celle d'Ébola avait fait officiellement 11 310 morts en Afrique (OMS, 2015), ce qui ne suscitait que de la compassion en Occident. Le 7 janvier 2015, un attentat comme celui de Charlie Hebdo à Paris qui n'avait fait au total que 12 morts seulement était considéré comme étant une « tragédie nationale ». Même certains chefs d'Etat et de gouvernement africains avaient fait le déplacement de la France le 11 janvier 2015 pour « faire le deuil [marche républicaine] » et avoir bonne presse, à la stupeur générale de l'opinion africaine qui avait voulu voir une telle mobilisation contre les attaques terroristes et meurtrières de Boko Haram. Rien ! Une telle vague d'indignation sélective en Occident avait déjà été observée aux Etats-Unis suite aux attentats du 11 septembre 2001. Vu d'Afrique, la vie d'un citoyen occidental valait plus que celle des milliers d'Africains qui mourraient parallèlement.

Jusqu'ici, il était difficile de s'imaginer que les pays riches soient aussi vulnérables compte tenu de leur « grande puissance ». En 2020, la pandémie de la Covid-19 est venue remettre les compteurs à zéro. Désormais, il est admis que tout le monde est vulnérable. Mieux, on a noté en Afrique la rupture avec ce continent qui attendait « tout de l'aide extérieure » (Bachir DIAGNE, 2020). Quant à l'Occident, il a (re)découvert sa mortalité en tant qu'espèce. L'humanité a même découvert un Occident menacé par la famine avec de très longues files humaines observées en attente de distribution des denrées alimentaires comme jadis en Afrique. « La roue tourne ! », entend-on désormais en Afrique.

« Plus jamais ça ! »

L'on parle de l'argumentation contraignante et de mauvaise foi en référence à ces arguments peu logiques qui sont hautement manipulateurs, et qui

appellent au conformisme, à la ruse ou à la violence en vue d'avoir raison. Selon Jean-Jacques Robrieux, il y a un regain d'intérêt avec la progression de la démocratie et des médias. L'Afrique en profitait déjà pour faire la déconstruction des idées reçues sur le continent et l'occasion de la Covid-19 est venue accélérer le processus. Tenez ! Le 22 février 2020 à Addis-Abeba (Éthiopie), le Directeur général de l'OMS adoptait une démarche alarmiste devant les ministres de la santé des pays de l'Union africaine (UA) sur le risque de catastrophe humaine que représenterait la propagation de la Covid-19 dans leurs pays où les systèmes de santé étaient « plus fragiles ».

Plusieurs études entrevoyaient le pire à travers des prédictions catastrophistes. Cette nième peinture négative de la situation en Afrique avait irrité l'opinion africaine et avait créé un conflit cognitif (effets pervers). Pourquoi ? Parce qu'en

février 2020, une seule personne était testée positive en Afrique et au 27 juin 2020, 359 408 cas et 9283 morts seulement avaient été recensés au total sur le continent (Africa CDC, 2020) contre 9 764 997 cas confirmés et 492 807 décès dans le monde dont 2 511 453 cas confirmés et 126 924 morts aux États-Unis et 2 503 307 cas confirmés et 194 009 morts en Europe. L'opinion africaine a dénoncé un « acharnement de trop » qui perdurait sur le continent alors que la situation de la Covid-19 était plus dramatique en Occident. Nous vivons peut-être ce que l'anthropologue Arnold Van Gennep décrivait comme étant une situation de liminarité c'est-à-dire une situation transitoire vers une nouvelle identité. Pire, l'OMS s'était opposée à un traitement alternatif à base de l'artémisia annua venant d'Afrique. La pharmacopée traditionnelle visiblement efficace contre la Covid-19 avait été ignorée dans le protocole officiel. L'opinion africaine se demandait pourquoi s'opposer à un traitement venu d'un pays (Madagascar) qui n'enregistrait aucun cas de décès en ce moment-là. Dans une situation de détresse et d'impasse, que perdait-on à tester ce traitement qui pouvait sauver des vies ? Cette curiosité a renforcé l'idée de l'existence d'une théorie du complot contre l'Afrique développée en Occident au profit de grosses firmes pharmaceutiques. Au moment où des pays émergents comme la Chine ou la Russie donnaient de l'aide aux « Grandes puissances » occidentales, l'Afrique comprenait mal le rejet de son offre médicale et vivait cela comme un nième frein (néocolonial) à la pleine ex-

pression de son potentiel. Pire, l'opinion avait découvert suite aux propos sur la chaîne française LCI du Professeur Jean-Paul Mira, chef de la réanimation à l'hôpital Cochin à Paris, échangeant avec Camille Loch, directeur de recherche à l'INSERM, que le monde scientifique se préparait plutôt à utiliser l'Afrique comme cobaye dans ses tests thérapeutiques contre la Covid-19 au profit du capitalisme occidental. L'opinion africaine n'avait pas compris pourquoi les scientifiques pouvaient laisser les Occidentaux qui en souffraient plus pour venir faire le test sur les Africains qui en souffraient moins. Plus grave, The Lancet gates était venu renforcer cette idée de complot. Depuis lors, un certain panafricanisme médical et une idée de patriotisme économique traversent le continent, allant dans le sens de la nécessité de s'émanciper de l'Occident.



« Diaspora, non merci ! »

Le complexe de supériorité habituel des Camerounais de la diaspora lorsqu'ils venaient au pays a aussi subi un coup. A la suite de la Covid-19, on a observé que la diaspora était rejetée. En effet, au sujet de la représentation de l'autre, Taguieff parlait du « Nous » et de « Etrangers » (le Non-Nous ou le Eux). Toute représentation est ce processus par lequel s'établit la relation entre le sujet et l'objet qui s'influencent mutuellement. Dans le cas qui nous

intéresse, le sujet de la représentation est le « Nous [du pays] » et l'objet est le « Eux [de la diaspora] ». Dans leur relation, le « Nous » perçoit le « Eux » comme une menace sanitaire. Le noyau central qui donne une existence à cette représentation est la contamination à la Covid-19.

Sur cet axe pays/diaspora s'est développé un repli identitaire inattendu : Le « Nous [du pays] » accusait le « Eux [venus de la diaspora] » d'avoir été « irresponsable » dans son projet de voyage retour au pays en temps de Covid-19. Cela implique que le « Nous » contestait la légitimité de la présence du « Eux » dans son pays d'origine. L'implication est que le pays n'aurait jamais été infecté si le « Eux » n'était pas venu.

Dans les faits et en vue de le voir confiné, le « Nous » dénonçait systématiquement aux forces de sécurité le « Eux ».

Ainsi, « Nous » réclamait à « Eux » de « rester là où il est établi » en vue de bloquer la propagation du virus. A « l'identité politique » déjà connu, se précise une identité médicale. Pour des raisons sanitaires, on tolérait la libre circulation au pays des « Camerounais du kwat [quartier] » et non des « Camerounais de mbeng [étranger] », ce qui était nouveau : le « farotteur [mbenguiste] » était devenu un « mal propre » que tout le monde fuyait au pays. Ceci est un fait historique dans un pays/continent jadis porté vers la migration en Occident.

Nous avons présenté ici une synthèse de nos recherches en cours. C'est l'avenir qui nous dira.



COVID-19: What is really (medically) at stake for Africa?

Gray areas remain in our scientific knowledge of the COVID-19 which continues to shake a significant portion of the world's population. This is also true for the medium- and long-term impacts on various areas of our life, especially in the most fragile countries. But what we are certain of, with several months of hindsight now, is that the announced health catastrophe in Africa has still not materialized. This is not to say that the current outbreak is not worrying for Africa.

It is indeed, but not for the same reasons many analysts put forward using the alarming condition in which many Western countries were plunged into to predict what Africa could expect.

Being aware of the real challenges posed by this pandemic for Africa would prevent us from making as usual the copy-pasting of outward health strategies and would force us for once to develop sound public health policies that are adapted to our demography and our context, and serve the local needs of our people.

When this virus started spreading around the world, there was a 'paternalistic' claim, which mostly reflects a broader Western perspective unfortunately relayed by some in Africa, that African countries may not recover from this pandemic as it would impose something like a double penalty to already very broken African health care systems and weak economies. Many feared and predicted for Africa a scenario similar to that of the Spanish flu which claimed the lives of more than 20 million people at the beginning of the last century.

The underlying idea was that given the way COVID-19 was so badly impacting established well-suited health care systems in rich countries, it was just unthinkable how severely it will affect African health care systems, in countries where the lack of public and personal discipline would also impede most social distancing policies as they were being adopted everywhere.

Based on that 'paternalistic' analysis, the

'paternalistic' solution was also quickly suggested: rich countries should quickly do something to help the very poor African countries who would never be able to manage a pandemic of such magnitude on their own; and many African states did not fail to ask for help right away.

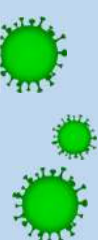
However, by focusing on what we observe rather than on what we believe we know about the African context, we could have foreseen scenarios closer to reality that explained why, with less than 400 000 coronavirus-related cases and 10000 deaths over a population of 1.3 billion, the situation is less shattering than expected.

For instance, we know that this virus mostly affects old people, 65+ and people with compromised immunity due to diabetes or obesity, whereas around 80% of the African population is less than 35 years, and less exposed to those underlying medical conditions. The fact that Africa has been marginalized to a large extent by economic globalization was also a factor worth considering.

For instance, if we focus only on the way this virus has spread worldwide at an exceptional speed through air transport, the fact that there is an average of three international flights per day from Europe to Cameroon compared to an average of 500 international flights arriving per day in Belgium speaks for itself. Not to mention the resilience of African health care workers in dealing daily with many other diseases and more dangerous outbreaks such as Ebola and the fact that antimalarials, widely consumed in this part of the world, may play a role in helping people recover from this disease.

This could have also guided our response by not shutting down completely our economies and instead putting more emphasis in supporting an economic sector mostly informal where social safety nets are almost inexistent.

Recognizing this should therefore lead us to focus on the real health challenges posed by this pandemic for Africa.



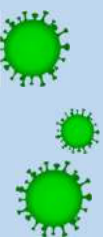
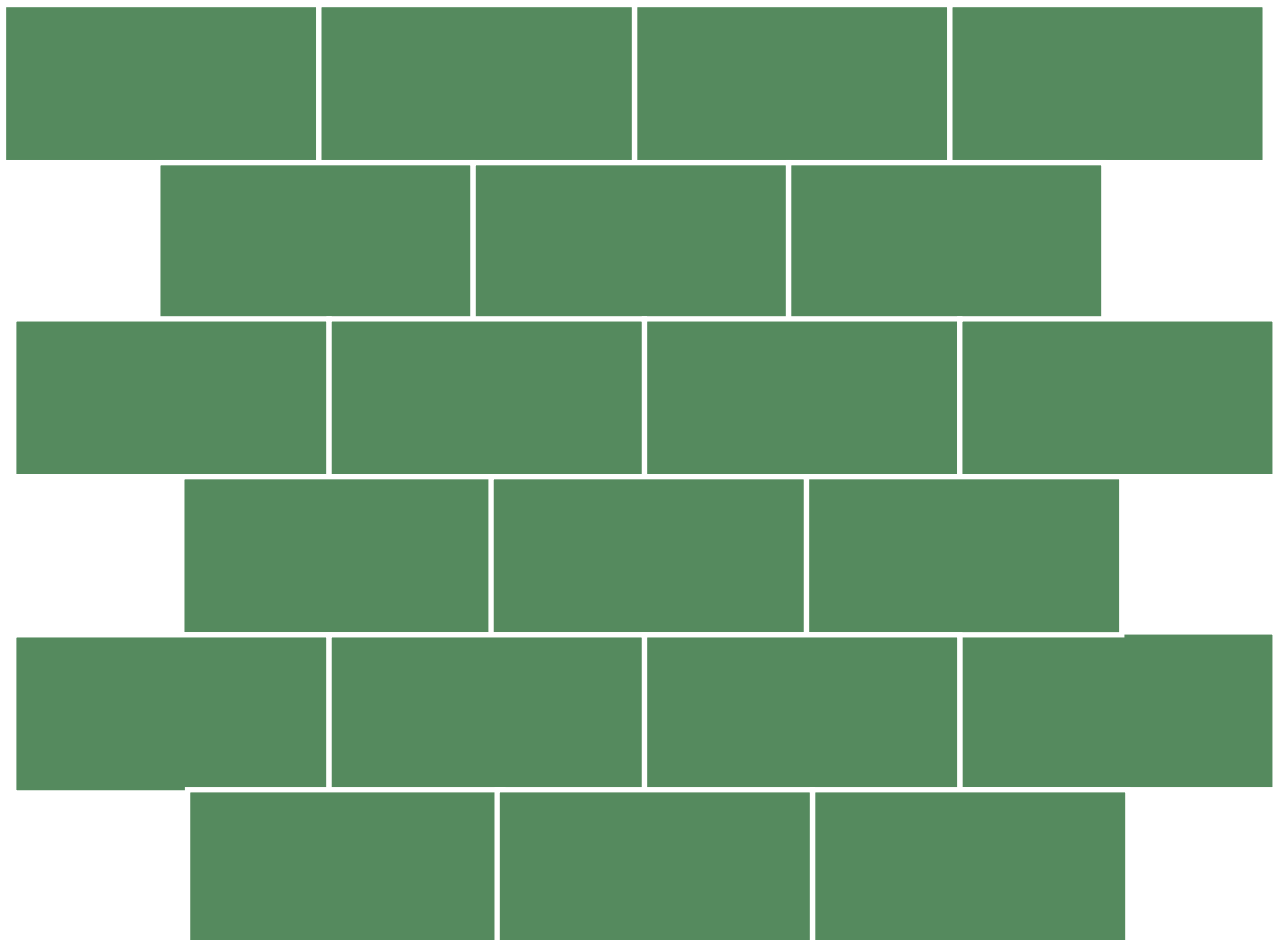
The first is the fact that this pandemic could divert our attention from more prevalent and much more lethal diseases than COVID-19 even without any mitigation enforcement, like the malaria that affected more than 218 million people and claimed more than 400,000 lives in 2018 or HIV-AIDS with almost 38,000,000 cases and more than 700,000 deaths in 2018. It is not a question of agitating any competition between diseases, but simply of remaining aware of the proportions of each other in order to adequately adapt our responses in terms of public health policies.

The second one is how much local African governments should take seriously the human right to health of their own citizens and develop sound and coherent national health

care policies that make that human right effective. This pandemic, which has forced many countries to close their borders, has forced us to face the obvious reality, sometimes forgotten, that the fate of the health of each citizen depends first and foremost on their state, and that the national framework remains the place par excellence to make human rights like the right to health effective.

Ironically, closing borders has also put us on an equal footing in terms of access to poor health care infrastructure and systems. Those who, having sufficient financial means - mostly within the ruling class - could escape from this crumbling health infrastructure, were then deprived of this 'unfair' advantage and forced to confront this question at the

highest level. This pandemic provides a unique opportunity for African countries to take more seriously their own responsibility regarding the health of their own people, to develop public health policies consistent with the diseases that affect us and to provide our countries with health infrastructures that will guarantee equal access to health (care) for all citizens. One step in the good direction for instance could be for the Cameroonian government to drastically reduce the state's car fleet and dedicate these resources to build one or two hospitals of international standing. This will not only be an incentive for rulers and rich people to not seek healthcare abroad, but also a way for them to instead financially support such a healthcare infrastructure.





Dr Thomas Bienvenu TCHOUNGUI
Vice Doyen, Faculté de Théologie

Repenser l'altérité à l'ère de Covid-19. Recension de l'œuvre du Dr Jean ZAMBE

Dans un contexte mondial tumultueux comme celui que traverse notre monde aujourd'hui, l'avènement de Covid19 semble de plus en plus impacter sur la vie sociale des peuples et les relations humaines déjà rendues précaires pour bien d'autres raisons : combat de leadership, guerre de positionnement politique ou religieux, enjeux de stratégie économique, etc. Pour éradiquer ce fléau et briser son expansion, l'OMS a préconisé un certain nombre de mesures qui furent aussitôt adoptées par la majorité des Etats à travers le globe. Parmi ces mesures-barrières, la distanciation sociale mérite de retenir notre attention.

1- De la distanciation sociale à la distanciation raciale ou internationale ?

En effet, au moment où les États commencent à sortir du confinement, l'on observe que certaines mesures risquent de prendre une configuration politique. C'est le cas de la distanciation sociale que certains Etats peuvent transformer en distanciation raciale ou internationale. La stratégie consisterait donc à se servir de Covid19 pour renforcer le contrôle douanier et limiter les entrées en provenance de certains pays, ceux du Sud de la planète notamment. Une telle attitude marquerait un recul dans l'évolution des relations internationales, la mobilité humaine et le droit à l'émigration.

En se servant des mesures sanitaires à des fins politiques, ne court-on pas le risque de susciter dans la conscience des peuples un nouveau retour au repli identitaire avec comme conséquence d'impacter sur la considération que les uns ont ou se font des autres ? En termes simples, ne risque-t-on pas de tomber dans le piège des idéologies discriminatoires qui sapent la conscience

humaine et son devoir de solidarité pour laisser croire que le mal vient d'ailleurs et que « l'enfer, c'est les autres » comme l'ont enseigné certains philosophes de triste mémoire ? Les conséquences historiques de ce passé, nous les connaissons bien, et l'humanité consciente s'en souvient encore avec remords et tristesse.

Le dernier épisode de ce relent d'exclusion raciale vient de se vivre aux USA avec « l'affaire George Floyd ». C'est le lieu de saluer la réaction magnanime et spontanée de cette foule d'hommes et de femmes de toutes races et de toutes nations qui se sont levés à l'unanimité pour dire non à ce comportement barbare et indigne de notre humanité en plein troisième millénaire de la civilisation humaine. Ce nouveau contexte nous interpelle et nous pousse à la réflexion pour ne plus laisser les autres écrire seuls et mal l'histoire de notre humanité commune. Voilà ce qui nous amène à repenser l'altérité en contexte de Covid19.

« Une relecture de l'altérité selon Paul Ricœur : nos différences sont toutes humaines »

Ce titre fait référence au livre d'un collègue de l'UCAC, le Rév. Dr Jean Zamba, publié aux éditions L'Harmattan Cameroun en 2017. De quoi s'agit-il alors ? Pour comprendre ce qui est en jeu, commençons par nous appesantir sur le con-

cept d'altérité et sur le choix de Paul Ricœur. Le mot altérité vient du latin alter qui signifie autre, autrui. La philosophie de l'altérité est un courant de pensée qui s'est développé à l'aube du XXe siècle. Portée par des auteurs comme M. Buber,

N. Berdiaef, E. Levinas, cette philosophie s'est déployée au sein du vaste mouvement du personnalisme animé par E. Mounier, G. Marcel, J. Maritain et bien d'autres, en réponse à des courants philosophiques dominants qui avaient mis l'accent sur l'être en privilégiant le soi-même généralement au détriment de l'autre. Et quand l'autre venait à être thématiqué, certains philosophes, partisans d'une ontologie radicale ou promoteurs d'un existentialisme athée n'hésitaient pas à présenter autrui comme une menace, un ennemi dont il fallait nécessairement se débarrasser pour que le moi puisse s'épanouir à son aise.

L'on comprend alors qu'une illustre figure comme Jean Paul Sartre puisse affirmer que « l'enfer c'est les autres ». Autrement dit, l'autre m'aliène, me prive de quelque chose au point de me ravir mon bonheur. Comme on peut se l'imaginer sans effort, de telles philosophies de l'enfermement du « moi sur soi » ne pouvaient que conduire à la haine de l'étranger, la méfiance dans les rapports avec les autres, l'érection des barrières et la radicalisation entre l'autre et moi, mon territoire et son territoire, mes centres d'intérêts et les siens, mes avoirs et les siens, etc. La fin de l'ouverture à l'altérité ne pouvait enfin de comptes que développer une politique d'exclusion, de radicalisation identitaire, de nationalisme poussé jusqu'au nazisme ou de tribalisme radical pour assumer ces réalités en contexte africain.

2.1. L'expérience d'un jeune

prêtre en Occident

L'Abbé Jean Zambe, qui en a fait l'expérience lors de ses premiers pas en France comme jeune étudiant, en sera particulièrement marqué. L'expérience de son dépaysement de prêtre africain en milieu parisien va susciter en lui une réflexion de type fondamental. Comment doit-on considérer nos différences ? Nos différences de couleur, de race, de tribu, de religion, de tradition culturelle, d'idées, de morphologie physique ou d'infirmités naturelles constituent-elles des obstacles à notre humanité ? Le résultat de sa réflexion noétique est sans équivoque : « Nos différences sont toutes humaines ».

2.2. La découverte de Paul Ricœur et l'intérêt scientifique de cet ouvrage

En effet, pour élever au niveau de la réflexion philosophique la problématique existentielle du conflit entre le moi et autrui, notre auteur va s'appuyer sur un géant de la philosophie contemporaine formé lui-même à l'école de la phénoménologie husserlienne et par la suite adoubé à l'école de l'existentialisme chrétien sous la houlette de G. Marcel, E. Mounier et K. Jasper notamment. Voilà ce qui l'amène à re-parcourir la pensée de Paul Ricœur pour mieux saisir le concept d'altérité et son rapport au moi.

2.3. Affronter le conflit des interprétations

Ce rapport tumultueux entre autrui et moi nécessite de prendre très au sérieux le conflit des interprétations dans la dialectique de la « mêmeté – altérité ». En s'imprégnant de la pen-

sée de Ricœur, Jean Zambe apprend progressivement à comprendre les conflits qui opposent les individus au sein des sociétés où ils sont confrontés aux multiples défis du vivre ensemble. Cette compréhension favorise aussi une meilleure interprétation et partant une meilleure acceptation de la différence. Il découvre alors que l'autre, celui qu'on a l'habitude d'appréhender comme une menace, juste parce qu'il n'est pas des nôtres, ou parce qu'il n'est pas comme nous, peut aussi constituer une chance pour nous, et même déterminer considérablement notre destin et notre humanité.

L'étude du Parcours de la reconnaissance va permettre de démasquer de multiples conflits que génère ou alimente généralement le manque de reconnaissance dont de multiples hommes ou groupes humains sont victimes au sein de nos États, nos nations, nos sociétés familiales, ecclésiales, entrepreneuriales, associatives, etc. C'est donc avec une justesse singulière que Jean Zambe a su choisir l'objet formel et l'objet matériel de sa réflexion.

2.4. Une contribution scientifique d'intérêt

L'intérêt scientifique de ce travail est certain. D'abord du point de vue de la méthode choisie par l'auteur qui allie à la fois une approche inductive et une approche déductive. Cette démarche met en évidence le sérieux de la recherche comme réflexion noétique sans pour autant négliger l'apport de l'expérience personnelle. On voit d'ailleurs tout l'impact de Paul Ricœur qui tient en grande



estime l'apport de « l'identité narrative » dans le dévoilement que l'on fait de soi-même à travers son « récit de vie ».

En plus de cette approche méthodologique, l'intérêt scientifique de cet ouvrage réside aussi sur son caractère interdisciplinaire. En le lisant, on se sent comme baignant dans un fleuve d'érudition où les eaux se renouvellent sans cessent en drainant des flots de savoirs philosophiques, anthropologiques, biophysiques, sociopolitiques et tout cela orienté par un vent d'inspiration éthico-théologique. J'avoue à ce sujet que ma lecture de ce riche ouvrage m'a donné la sensation d'un pèlerinage dans une île aux savoirs diversifiés, et tout à la fois harmonisés.

3. Pertinence et actualité du livre de Jean Zamba dans notre contexte

La pertinence et l'actualité de cet ouvrage ne sont plus à dé-

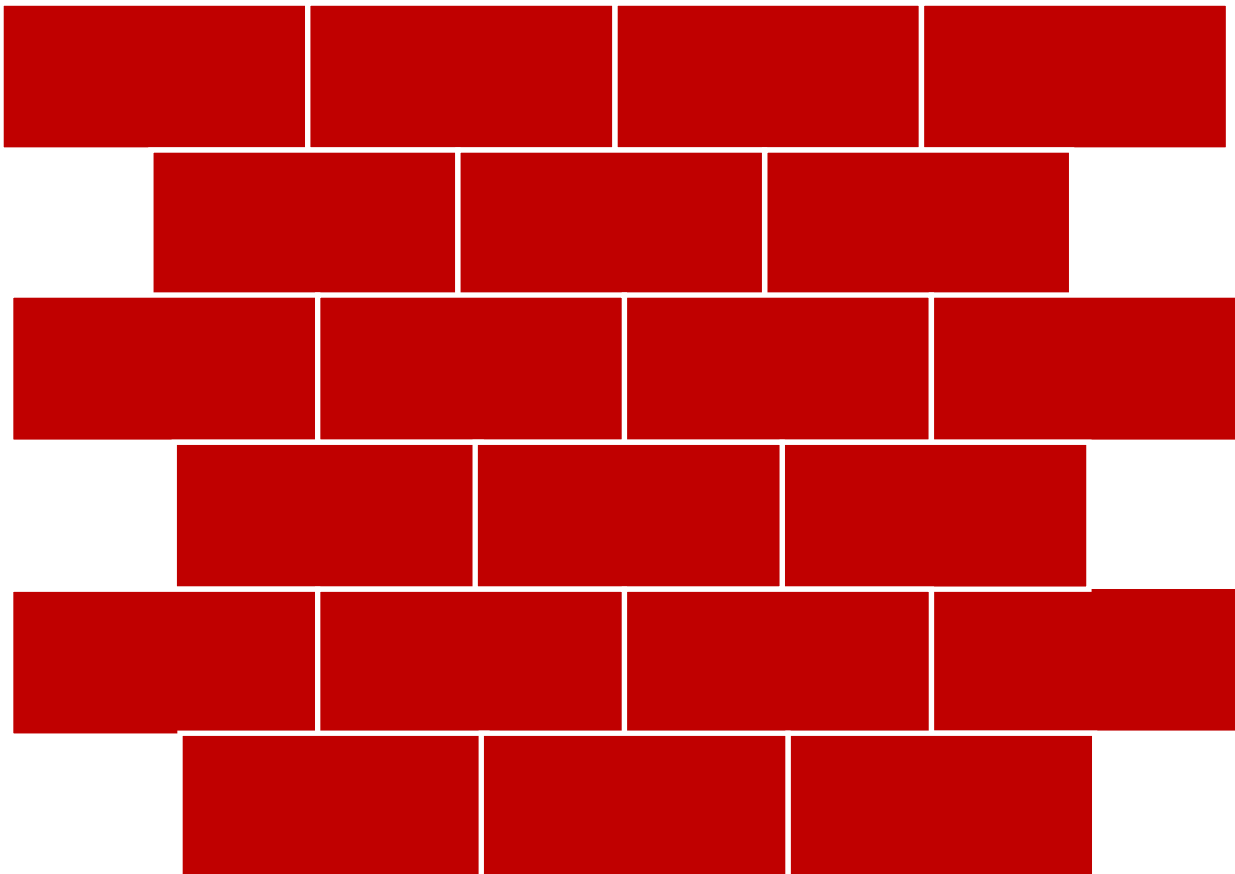
monter si l'on prend en compte les enjeux mêmes du contexte tumultueux que traverse actuellement le Cameroun. On note çà et là de multiples tentatives de déstabilisation de l'unité nationale qui affectent tragiquement le vivre ensemble en créant des figures collectives de bouc émissaire pour justifier les malaises sociopolitiques qui affectent certains groupes sociaux ou tribaux. L'argument tribal ou linguistique devient dès lors un motif suffisant pour se séparer des frères non sans les avoir diabolisés. Dans ce cas de figure, autrui, appréhendé collectivement, devient l'ennemi présumé qui serait à la source de nos malheurs. Une fois l'équation ainsi posée, la solution serait donc de se débarrasser de lui en l'écartant de notre horizon ou en le réduisant tout simplement à néant.

C'est au cœur de ces égarements que la voix de Paul Ricœur continue à nous interpeler

aujourd'hui en faisant retentir au fond de notre conscience chrétienne, le cri de Yahvé interpellant Caïn : « Qu'as-tu fait de ton frère ? ». Et nul ne saurait y répondre en éludant la voie du dialogue qui met les identités en face d'autres identités et pousse à assumer humainement leur droit naturel à l'altérité, à la différence. Car je suis moi sans doute parce que tu n'es pas moi et que moi je ne suis pas toi. C'est dans le respect mutuel de nos identités et de nos différences que nous sommes appelés à promouvoir notre vivre ensemble.

Le livre de Jean Zamba a donc le privilège d'interpeler tout citoyen du monde et particulièrement tout camerounais en rappelant à chacun que l'autre n'enlève rien à ce que je suis.

Bien plus, il est l'indispensable chemin par lequel passe ma réussite comme nation, et mon bonheur, comme individu.





Les langues au prisme de la Covid-19

Un prisme représente une figure géométrique. Défini par son angle et son indice relatif, il prend diverses formes : on aura alors des prismes triangulaire, rectangulaire, quadrangulaire, pentagonal, etc.). Parler des langues au prisme de la Covid-19, c'est signifier que tout dépend de l'angle que chaque langue trace et de l'indice indiqué. Face à cette pandémie qui, de prime abord, paralyse plusieurs domaines d'activités et semble désaxer certains objectifs liés au développement, nous proposons ici une autre grille de lecture à partir de la pédagogie et de la didactique des langues pour inciter à l'action et à la créativité, et booster la compétence.

La covid-19 a-t-il une langue ?

Au regard de l'actualité, l'on est à même de se demander dans quelle langue s'exprime la Covid-19? En fait, si la langue est un signe identitaire et culturel qui facilite les échanges entre les pays, les sociétés humaines, elle est aussi un atout pour développer des échanges économiques et commerciaux (Diouf, 2016). De là, peut-on affirmer que la covid-19 a une appartenance linguistique et culturelle ? S'il ne semble pas évident de

répondre par l'affirmatif, il convient cependant de reconnaître que la covid-19 a un langage commun qui s'est manifesté dans toutes les contrées de la planète. Ce langage quant à lui n'est pas un symbole identitaire, mais, un moyen d'accéder à la créativité dans la confiance, un appel à re-visiter son identité en vue d'une meilleure orientation et d'un réajustement de son sens. Ainsi, la covid-19 amène les populations de divers horizons à développer un lexique autrefois peu connu : mesures-barrières, confinement, déconfinement, distanciation, e-learning. Toutes ces expressions ne s'accompagnent-elles pas des comportements et d'un langage qui n'ont pas d'autres buts que de redonner la confiance ? La covid-19 n'aurait-elle pas une pédagogie pour permettre aux peuples de reconstruire la confiance et de bâtir du nouveau et du durable ?

L'approche pédagogique de la covid-19.

L'acceptation et l'accueil de la pandémie qui a paralysé la planète entière, donnent aujourd'hui, d'examiner et de caractériser les théories qui sous-tendent sa méthodologie et son fonctionnement. Comprenant

alors mieux ce qui la caractérise, les peuples seront à même de ne pas s'enfermer dans les lamentations, mais de fixer au loin pour reconquérir la confiance, la motivation et devenir créatifs. D'un point de vue didactique, la covid-19 se caractérise par deux approches pédagogiques: l'approche communicative et l'approche actionnelle.

L'approche communicative ou le défi de la communication à l'ère de la Covid 19

Si communiquer c'est le fait de rendre « commun », ainsi la communication peut être définie comme l'action d'établir une relation avec quelqu'un, ou de mettre quelque chose en commun dans le but d'avertir, de renseigner, d'exprimer des émotions, de donner un signe, de modifier les comportements, (Roman Jakobson). Toutefois, il importe pour l'émetteur de s'assurer que le contact est établi entre lui et le récepteur. Ainsi, la covid-19 invite à communiquer, à entrer en interaction ou contact avec l'autre. Mais comment et de quelle manière ? Là interviennent les stratégies communicatives à l'heure de la covid-19. Avec l'approche communicative, une des méthodologies de la didactique des



langues correspondant à une vision de l'apprentissage basée sur le sens et le contexte de l'énoncé dans une situation de communication, on peut s'interroger sur nos moyens, nos sources de communication et leurs objectifs quel que soit notre mode de communication : communication interpersonnelle ou communication de masse, communication en entreprise ou extra, communication verbale ou non verbale. Il s'agit pour chacun de revoir son style, la manière et les outils qui lui permettent d'établir des relations de confiance, de motivation qui incite à une action dans la durée. Quelle information diffuser pour rendre mon interlocuteur acteur d'une action qui véhicule l'espérance et la confiance?

L'approche actionnelle ou le développement des compétences en vue d'un « usage durable »

La compétence ici renvoie à la capacité d'un individu à mobiliser un ensemble de ressources, d'acquis, de savoir-faire, de réseaux et de connaissances « en vue d'exercer efficacement une activité considérée généralement comme complexe » dans des situations considérées elles-mêmes comme étant complexes » (Sylvie Van Lint, 2016). Ainsi, la covid-19, peut être considérée comme une situation complexe qui risque de faire perdre la confiance à tout un chacun.

Face à cette pandémie, l'approche actionnelle, qui se déploie de diverses manières et se concrétise par le développement des compétences multiples, interroge chacun ou mieux invite chaque individu, chaque structure, chaque pays à mobiliser ses savoirs et ses avoirs pour des actions qui s'inscrivent dans la durée.

La covid 19, c'est l'heure de dépasser ses rêves pour poser des actions concrètes. Ce qui jadis, était remis à demain, est devenu réalité, opérationnel. Le fait de se laver régulièrement au savon, récité dans les classes du primaire pour inculquer les bonnes manières, est par exemple devenu opérationnel. Le e-learning s'est imposé

« brusquement » invitant enseignant et étudiant à développer de nouvelles méthodes.

Le laboratoire de langues : entre confiance et créativité

Face à la suspension des cours en présentiel, le laboratoire de langues a été mis à l'épreuve des cours en ligne. Comment continuer les enseignements de français et d'anglais à distance ? Le défi est à plusieurs niveaux, mieux encore, c'est un prisme à plusieurs facettes et il faut pour cela, s'armer de patience et d'espérance.

Il s'agit d'abord de faire découvrir aux enseignants une pédagogie ludique, durable, objective et précise qui permet de continuer à exercer. En plus, il a fallu les aider à se prendre eux-mêmes en charge pour mieux accompagner les étudiants, faire confiance en soi et faire confiance à la technologie et aux collaborateurs.

Par ailleurs, le défi est celui de la confiance au e-learning comme pédagogie permettant de revisiter la posture de l'étudiant qui devient un acteur à part entière de sa formation, et celle de l'enseignant devenu le guide, celui qui aide l'étudiant à optimiser et à personnaliser ses compétences. L'enseignement à distance, c'est aussi l'occasion d'apprécier le talent des collaborateurs et leur esprit de créativité.

Les techno-pédagogues deviennent un relais pour accéder aux langues et la nécessité de tous les maillons de la chaîne pour reconquérir la confiance, facteur indispensable pour développer les compétences.

En conclusion, la Covid-19 ou défi et appel à développer des compétences n'est-elle pas l'occasion pour chacun de mobiliser ses caractéristiques individuelles, physiques, cognitives, culturelles et sociales dans le désir de réaliser une action possible de changer certaines inconformités causées par cette pandémie ? A chacun son prisme pour redonner confiance et continuer d'envisager l'avenir avec optimisme.





Coping with Covid-19 at UCAC

*When the 2019/2020 academic year serenely began
students, as usual, knew all shall work according to plan.*

Yes, the planning was perfect, expectations perfect.

*As all looked forward to the Easter feast,
after which they'd return to finish the year,
along came a dreadful pandemic to disrupt and tear
to pieces the planning, and also, envisaged projects.
Health and wealth were crushed like stone, by a virus.
The coronavirus which spread and clubbed down lives.
Manu Dibango, the music legend was swept off his feet,
along with thousands of lives that couldn't stand the feat.*

*Humans have been disallowed their freedoms.
No more freedom to learn together, nor play together,
work, walk and talk together. Not even eat together.
So true to the saying: Man proposes but God disposes.*

*But because in every cloud there's a likely silver lining,
the search for such a lining started unveiling.*

Learning online easily came in motion.

Necessity, in fact, is the mother of invention.

*Teachers went into zoom, students went into zoom,
and together they zoomed their way through.*

*The virus remains relentless as it breathes out covid-19,
which has made dying as likely as giving birth.*

But humans have kept their faith and courage.

Normal classes with much caution are going on.

*Students and teachers, wearing their masks, always
washing their hands and keeping their distance
so that they can aptly live, healthily and safely.*





De la claudicance à la confiance : un monde en instance de coronisation chronique

Le nouveau corona virus est apparu comme une minuscule entité tératologique qui a brisé la totalité des codes structurels et ébranlé durablement la marche historico-temporelle des sociétés à travers le monde. La crise qui a suivi le surgissement brutal et la mondialisation inattendue de la propagation de la covid 19 est devenue, en un laps de temps, un crise-monde ; une crise, en quelque sorte, mondo-logique ; autrement dit, la crise des rationalités qui ont propulsé, à un rang magistral, la marchandisation généralisée des biens et des services, l'uniformisation des valeurs et des référents socio-culturels, l'uni-dimensionnalisation exacerbée des aspirations et des ambitions des peuples de la terre. L'envahissement fulgurant de l'espace-monde – aux plans physique, théorique, pratique, politique, éthique, axiologique, économique... – par la bête microbiologique a projeté les individus et les sociétés actuelles dans un pessimisme transcendantal et un défaitisme sans précédent. La coronisation de la conscience-de-soi des peuples et nations peut être entrevue sous le paradigme de la claudicance ontologique et de l'oscillation anthropologique. Il s'agit d'un procès de claudication caractéristique, selon les intuitions d'Abdelaziz Ayadi [La philosophie claudicante, Paris, L'Harmattan, 2001, 159-183].

Partout, à travers le monde, on a assisté à l'élan

du claudiquer. Cela a correspondu avec l'avènement du boitement théorico-pratique, le surgissement de l'à-peu-près systémique et l'émergence du balancement systématique, dans l'espace public et la vie privée, dans le secteur heuristique et scientifique, sur le plan sanitaire et médical, dans le milieu économique et financier, le domaine social et culturel, le monde religieux et confessionnel... La claudicance est devenue un mode d'être ordinaire et une modalité dominante des façons de penser et d'agir des hommes et des femmes dans le contexte coronique mondial. À l'heure actuelle, tout oscille. Les paradigmes semblent être inversés. C'est le brimbalement généralisé.

Face à cet ordre de choses, il nous faut, peut-être, entreprendre un chemin de pensée différentiel. Après le confinement global et le cloisonnement dans des espaces-non-encore-colonisés-par-la-covid-19, voici le lieu d'essayer un autre lieu, celui de la confiance. Il s'agit de faire un saut ontologique dans la confiance en tant qu'alter-locus, hors lieu du lieu et au-delà des lieux pessimistes et défaitistes. Cet itinéraire ressemblerait à une avancée anthropologique ; une avancée qui peut passer par une réelle refondation et une reformulation de nos ambitions existentielles. Il porterait nos sociétés actuelles, à jamais mordues par la gangue coronique, à se sursumer et perdurer dans la Vie.

Déstructuration universelle et claudication existentielle : peurs, désordres, impréparation, superficialité, complotisme, impuissance et pessimisme radical : À l'aune du covid 19, on a assisté à la montée de la peur, de la panique, de l'angoisse... dans les sociétés et communautés humaines, chez les gouvernants et les gouvernés... On a remarqué l'impuissance grandissante des États, des structures institutionnelles mondiales, des organisations sous-régionales, des ins-

tances publiques locales, etc., avec des administrations à bout de souffle, des dirigeants politiques à court d'idées, des forces de défense et de sécurité – par ailleurs suréquipées – à bout de stratégies, des leaders religieux, des élites sociales, des autorités traditionnelles..., en manque d'inspiration. Dans l'ordre de la coronisation, on pourrait parler d'une véritable érosion institutionnelle et d'une grande corrosion structurelle aux plans global et local.

Par ailleurs, les flux informationnels maximaux et les communications officielles non-maîtrisées ont conduit à l'enflure de l'irrationnel autour du virus et à la mythologisation générale de la crise sanitaire. De même, ils ont favorisé l'émergence et l'exacerbation des théories du complot en ce qui concerne le coronavirus et son déploiement planétaire. Dans cet ordre, on se trouve devant le spectacle d'une cacophonie intellectuelle globalisée, de chocs culturels et clashes civilisationnels recrudescents. L'humanité semble avoir perdu confiance en elle-même et en ses aptitudes historiques à surplomber les péripéties qui lui surviennent.

À ce niveau, on remarque aisément qu'il n'y a pas de savoir apodictique absolu sur la covid 19. Malgré ses immenses avancées, la science occidentale ne semble pas encore être parvenue à déterminer radicalement ce qu'est le nouveau coronavirus. Cet ensemble d'éléments donne des marques au pessimisme en cours dans nos sociétés interconnectées et largement coronisées. Ils densifient le défaitisme que connaissent les peuples et nations du monde dans le contexte actuel. A notre avis, le monde ne saurait perdurer dans cet état de pessimisme globalisé. L'étoffe de la Vie (divine) qui nous constitue et qui enveloppe fondamentalement l'humanité, ne saurait être définitivement broyée ni phagocytée par un minuscule virus ; un virus dangereux qui, néanmoins, peut être physiquement anéanti par une simple solution hydroalcoolique ; autrement dit, un virus qui demeure, somme toute, très fragile.

Refondation et cheminement vers le monde qui vient : jeux et enjeux de la confiance dans un univers dé-coronisé :

Si la crise de la covid 19 a montré la limitativité ontologique de l'être humain ainsi que la superficialité caractéristique des ordres, des textes, des complexes, des instances, des structures, etc., qui organisent et orientent la vie politique, sociale, sanitaire, économique, culturelle..., aux plans global et local, elle nous donne à découvrir aussi une facette hétérologique et une capacité hétéronomique de l'homo sapiens. Il s'agit de la puissance de la résilience et de la capacité à la confiance : pour vaincre l'entité tératologique et perdurer dans le monde, les sociétés et communautés vivantes ont multiplié les stratégies. Elles ont cultivé de nouveaux savoir-être, savoir-faire, savoir-(se)-(trans)-former, savoir-devenir, savoir-(se)-projeter dans la spatialité et la temporalité. En Afrique, spécialement, toute une expertise typique a surgi ; une expertise immanente à la médecine traditionnelle.

L'expertise traditionnelle est venue quereller la scientificité des experts et la sûreté des chercheurs modernes. Elle a démasqué leurs préjugés chroniques et leur cécité atavique. Cette médecine assure le cheminement des sociétés humaines vers le futur.

Dans cette marche historico-temporelle et le mouvement du monde actuel vers un devenir meilleur, un devenir loin de la dague mortelle du nouveau coronavirus, la confiance pourrait être de mise. Elle pourrait assurer l'inaltérabilité de la Vie reçue d'en-haut. La confiance deviendrait un agent vecteur et un élément fédérateur de la refondation et du redéploiement des sociétés post-coroniques. Dans la mesure où elle se décline comme une ferme assurance au cœur des contrariétés et une auto-détermination au-delà du sentiment de déchéance ontologique, la confiance possède une place authentique dans la sursomption de la crise inhérente à la covid 19.

En réalité, pour des personnes en instances d'érosion et des sociétés marquées par toutes sortes de péripéties, la confiance se pose comme une vive espérance et une volonté propre d'avancement et d'accomplissement historico-temporels. La confiance se veut projet et volonté d'atteindre un but, au-delà des boitements et des ébranlements. Elle est action contre la fragilité et la vulnérabilité. Elle peut être envisagée comme une réaction fondamentale contre la claudicance instancielle et circonstancielle.

Au creux de la crise sanitaire mondiale, la confiance peut se transmuier en une espérance fondatrice et l'espérance se réaliser comme « une confiance en un futur qui sera différent du présent » ; une confiance originelle dans le monde et (s'originant) dans la Vie ; une confiance en tant que « capacité à agir articulée autour d'un projet commun, un vouloir-vivre ensemble » [cf. Laure Gillot-Assayag, « Penser la confiance avec Paul Ricœur », *Études Ricœuriennes* 7/2 (2016), 169]. À l'heure actuelle, les jeux et enjeux de la confiance sont ceux de la permanence raisonnable et de la durabilité sensée de sociétés et communautés historiques menacées par la montée fulgurante du coronavirus. Ils concernent également l'ouverture personnelle et collective à l'altérité et la plongée de l'humain dans l'ultériorité en tant qu'au-delà du visible et du palpable. Les jeux et enjeux de la confiance nous portent vers la refondation communautaire d'une humanité à bout de souffle, la réconciliation entre des mondes divisés et des civilisations tendues vers la confrontation universelle.

VIE DES CAMPUS

Christine NDJIGI
Chef du Service SOUS



Minute COVID 19 à l'UCAC

Telle une sangsue, la pandémie du coronavirus a intégré nos environnements, imposant à chacun un nouveau style de vie. Voilà que, ce qui avait été considéré au départ comme « une maladie d'origine asiatique » a tôt fait de désillusionner les esprits pour sévir partout dans le monde. L'Afrique en général et le Cameroun en particulier ne feront pas exception.

L'UCAC face à cette actualité ne saurait rester en marge des recommandations internationales et nationales pour combattre ce redoutable destructeur humain. Aussi, le Rectorat a-t-il entrepris depuis lors une forte campagne de sensibilisation sur la question à travers:

- la présentation en image sur grands formats des informations relatives aux modes de contamination de la pandémie et à l'application des « mesures barrières », des stratégies pour contrecarrer sa propagation ;
- la suspension des cours en présentiel depuis le mois de mars 2020 et l'instauration des cours en ligne (E-Learning) ;
- la mise en place des dispositifs de contrôle de température, de lavage systématique des mains et de distanciation sociale ;
- le réaménagement des horaires de travail en journée continue pour l'ensemble du personnel de l'UCAC ;
- la distribution des masques et gel hydro alcooliques au personnel ... ;
- l'organisation des dépistages gratuits à la faveur du personnel (02 séances déjà).

En somme, l'administration de l'UCAC démontre à suffisance de son engagement dans la lutte contre cette pandémie. Il revient dès lors à chacun d'en prendre conscience et rester prudent



pour éviter la propagation au sein de notre communauté universitaire.

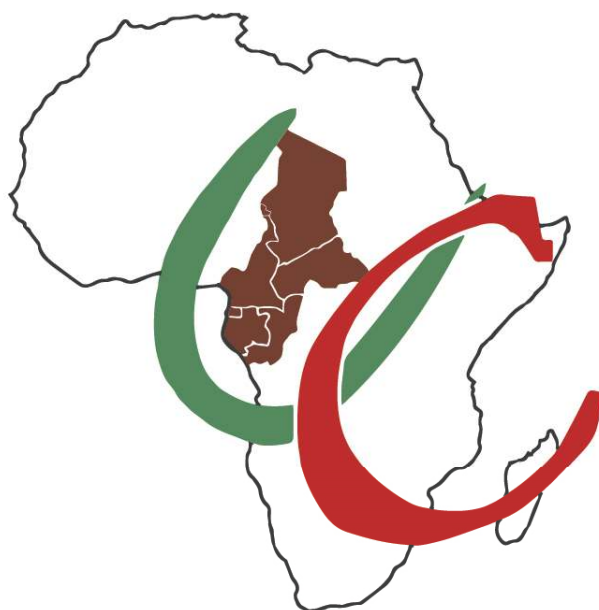
Le SOUS, en tant que Service Social, est fortement interpellé dans ce processus pour la continuité de ses actions en faveur des étudiants :

* l'attribution des bourses qui est le volet le plus important d'aide aux étudiants peu nantis, a connu quelques aménagements liés à cette pandémie, notamment l'ouverture des demandes en lignes et la prorogation des délais de dépôt des dossiers au 30 juin 2020 (initialement fixés au 08 avril 2020). Les enquêtes sociales n'étant plus envisageables, une étude plus minutieuse devra être faite pour chacun des dossiers en vue de garantir une distribution objective comme de règle.

Au regard de ce qui précède et en appui aux actions déjà menées par l'Administration, le SOUS suggère ce qui suit : étendre le dépistage à l'ensemble des étudiants en sollicitant l'accompagnement multiforme des organisations habilitées et du Ministère en charge de la Santé Publique au Cameroun en vue de limiter efficacement la propagation de cette pandémie au sein de notre Institution.

En définitive et forts de notre FOI, nous proclamons sans ambages que Face au Coronavirus, **JESUS CHRIST EST SEIGNEUR.**





UCAC

Université Catholique d'Afrique Centrale

« La Voix de l'UCAC » - N°3 Juillet 2020

Nos sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce 3^e numéro :

Directeur de publication : Dr Epiphane Kinhoun, sj.

Equipe de rédaction et experts :

Dr Epiphane Kinhoun, sj ; Dr Yvon Christian Elenga ; sj (Doyen/FSSG) ; Pr Messina Jean-Paul (SG Académique) ; Pr Jonathan Pierre Bikanda (Direction FC UCAC) ; Dr Etienne Kimessoukie (DGA UCAC-ESS) ; Dr Bienvenu Tchoungui (Faculté de Théologie) ; Dr Angèle Makiang (DDC) ; M. Mathieu Gobin (Directeur ICAM Afrique) ; M. Pierre Winicki (Expert, Directeur/TrustInside) ; Dr Louis-Marie Kakdeu (Expert associé) ; Pr. Jean Paul Betengné (Directeur du Département de Droit Canonique) ; Pr Paule Christiane Bilé (Sociologue) ; Hervé René Ntamack (Sociologue, Consultant chez TrustInside) ; Thierry Ngosso (EthicsLab) ; Dr. Léonie Toua (Responsable du Laboratoire de Langues) ; Sam Oke Akombi ; Christine Ndjigi (Chef du Service SOUS)

Equipe technique :

Diana Menguele (Institut Ucac-Icam), Cyrille Mfonga (Conseiller technique du Vice Recteur)
Ganny Ouangmotching (Formation continue UCAC)

UNIVERSITE CATHOLIQUE D'AFRIQUE CENTRALE

CONTACTS :

Institut Catholique de Yaoundé | École des Sciences de la Santé | Institut Ucac-Icam

TEL: (+237) 222 23 74 00

TEL: (+237) 676 15 43 05

TEL: (+237) 679 53 92 10